



Le **GREAM** Savoir

Groupe de recherche en économie appliquée et théorique

N° 039

" Réfléchir à changer "

Mars 2014

Regain d'espérance dans l'état d'esprit des maliens



Michael Bratton, Peter Penar

Editorial



Sans se perdre dans les chiffres, un malien sur cinq estimait en 2012 que le pays allait dans la bonne direction, contre donc l'avis défavorable de quatre de ses compatriotes qui eux estimaient qu'on allait droit au mur.

En 2013, c'est un malien sur trois qui prévoit que le mur n'est pas loin, contre l'avis enthousiaste de deux de ses compatriotes qui jurent qu'il n'y a même plus de risque de mur du tout. Que s'est-il

passé donc pour que la lueur succède à l'obscurité.

D'après les auteurs, trois feux ont été en même temps allumés, à savoir l'amélioration de la situation sécuritaire, le rétablissement d'un régime démocratiquement élu et la forte espérance en une très prochaine reprise économique tellement l'économie devait être en lambeaux. Sur ce dernier point, il faut souligner que les maliens restent cependant prudents sur la conjoncture économique.

Bref, à en croire les auteurs, le changement dans l'opinion des citoyens repose prioritairement sur des considérations sécuritaires et économiques et dans une moindre mesure sur la qualité des récentes élections générales.

Massa Coulibaly

Introduction

L'enquête Afrobaromètre de décembre 2012 a révélé que les trois quarts des citoyens maliens craignaient que le pays n'aille dans la "mauvaise direction". À cette époque, plongés dans une crise nationale profonde, la plupart des Maliens envisageaient l'avenir avec pessimisme. Un an plus tard, cependant, une enquête de suivi dévoile un regain d'espoir dans l'avenir. En décembre 2013, les deux tiers des Maliens considèrent que le pays se dirige dans la "bonne direction". De façon peut-être inattendue, les habitants des trois régions du nord du Mali ainsi que les personnes déplacées – les principaux groupes victimes de la crise – sont particulièrement optimistes quant à la direction dans laquelle s'engage le pays.

1. Perception de la direction du pays

A la question des savoir "En général, que pensez-vous de la direction dans laquelle évolue le pays? Diriez-vous que le pays va dans la mauvaise ou la bonne direction", seuls 25%, en décembre 2012, des participants à l'enquête ont déclaré que le Mali se dirigeait dans la "bonne direction", tandis que 75 % jugeaient au contraire qu'il se dirigeait dans la "mauvaise direction". Ces chiffres ne représentent l'opinion populaire que dans les six régions du Sud, car l'enquête 2012 n'a pas pu être menée dans le Nord en raison du conflit en cours. Le pays sortait d'un coup d'État militaire de mars 2012, suite à la rébellion dirigée par les Touaregs dans le Nord en janvier 2012, suivie par la prise de contrôle des villes du Nord par les jihadistes islamiques. Il en résultera l'effondrement de l'État dans les trois régions du Nord et à Douentza (dans la région de Mopti).

En fin 2013, l'opinion publique avait fondamentalement changé avec une nette majorité des maliens (67%) estimant que leur pays se dirigeait désormais dans la "bonne direction". Seul un tiers des adultes (33%) ont exprimé leur inquiétude à voir leur pays orienté dans la "mauvaise direction". Fait notable, les personnes résidant dans les trois régions du Nord – qui ont pu être interrogées en raison de l'amélioration de la sécurité – étaient légèrement plus optimistes quant à l'orientation du pays que celles vivant dans le sud (88% contre 65%). Une explication possible est que les habitants du Nord ont vécu le plus grand changement, à savoir passer des règles strictes de la charia à un régime plus laïque et détendu. En outre, les personnes déplacées par le conflit – identifiées lors de l'enquête au Nord et au Sud – étaient tout aussi susceptibles de penser que le pays était revenu dans la "bonne direction" (75%).

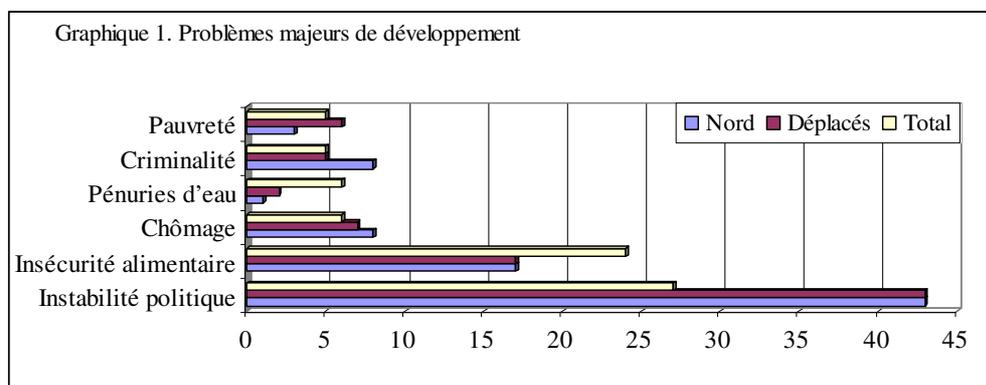
2. Problèmes majeurs

A la question de savoir "A votre avis, quels sont les problèmes les plus importants auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer?", celui mentionné en premier et considéré ainsi comme le problème prioritaire est l'instabilité politique pour 27% des maliens à raison de 43% pour les personnes déplacées et pour les résidents du Nord.

L'insécurité alimentaire est l'autre préoccupation majeure dans l'esprit des citoyens maliens. Les maliens du Sud sont particulièrement susceptibles d'être préoccupés par la faim (24%) que les maliens du Nord et les personnes déplacées (17% chacun). Cette disparité régionale et intergroupe est probablement due à la prépondérance des zones rurales – où la disponibilité alimentaire des produits locaux est parfois peu fiable – dans l'échantillon de l'enquête pour les régions du Sud. En revanche, la nourriture est généralement disponible dans les zones

urbaines, où les maliens du Nord et les déplacés sont concentrés. En outre, le Nord est au centre des efforts de secours alimentaire d'urgence, ce qui rend les produits alimentaires plus facilement disponibles dans cette région que dans le Sud.

Étonnamment, une forte majorité des Maliens (62%) supposent que le gouvernement est potentiellement en mesure de résoudre "tous" ces problèmes. Et 31% estiment quant à eux que le gouvernement peut résoudre "la plupart" d'entre eux.



3. Comment expliquer cet état d'esprit

Plusieurs facteurs peuvent expliquer ce revirement observé dans les perceptions populaires des maliens. Trois d'entre eux seront détaillés ici :

- une amélioration de la sécurité
- le rétablissement d'un pouvoir élu
- l'espérance d'une reprise économique.

Interrogés sur la sécurité en 2013, les maliens considèrent 2012 comme l'année de tous les dangers. Moins d'un cinquième des citoyens (17%) estiment que le pays dans son ensemble était "plutôt" ou "tout à fait" sécurisé à ce moment-là. Les maliens du Nord (4%) et les personnes déplacées (10%) sont encore plus catégoriques, avec seulement 1% de ces groupes estimant le pays comme "tout à fait" sécurisé en 2012.

Pourtant, les maliens sont très optimistes quant à l'évolution de la sécurité. Réalistes ou non, toutes les catégories de citoyens (y compris les maliens du Nord et les personnes déplacées) envisagent une situation de sécurité quasi totale fin 2018. Ce scénario optimiste concerne à la fois le pays dans son ensemble que les régions du Nord.

Comme d'autres Africains, les Maliens se disent fortement attachés au principe de gouvernement élu. Près de neuf Maliens sur dix (88% de tous les Maliens, 90% des personnes déplacées) pensent que "nous devrions choisir les dirigeants de ce pays au moyen d'élections régulières libres et honnêtes". Même si les élections "produisent parfois de mauvais résultats", un processus électoral est préférable aux "autres méthodes de choix des dirigeants" (11%). Mais ce résultat doit être associé à deux mises en garde qui remettent en cause les engagements des Maliens envers les processus électoraux. Tout d'abord, les Maliens sont un peu plus nombreux dans les régions du Nord à préférer d'autres méthodes non électorales (19%). Ensuite, plus d'un tiers des citoyens à l'échelle nationale (36%) sont encore prêts à accepter que "l'armée intervienne pour diriger le pays".

Selon le Rapport économique bi-annuel de janvier 2013 de la Banque mondiale, l'économie malienne a bien résisté à la crise. Le secteur des services (notamment le tourisme) a été durement touché en 2012, mais les valeurs de la production agricole et de l'or ont augmenté respectivement de 14% et 9%. Après une contraction de 1.5% en 2012, les économistes tablaient sur une croissance de l'économie globale de 5.1% en 2013 (elle a en réalité augmenté de 1.6%). Avec le rétablissement de la sécurité politique et la réinstallation d'un pouvoir élu, les programmes d'aide se sont étendus. En 2013, le Mali a reçu une facilité de crédit rapide de 18 millions de dollars américains du FMI, a vu la reprise de l'aide américaine et a obtenu un engagement de plus de 8 milliards de dollars américains de la Banque mondiale et de l'Union européenne. Les agences d'aide ont toutefois rencontré de grandes difficultés pour atteindre les communautés du Nord, soumises à la pression des déplacements internes et des pénuries alimentaires.

Quand il s'agit d'évaluer les perspectives de la vie économique, les maliens ont en revanche tendance à être très optimistes. La quasi-totalité des maliens – au moins neuf sur dix – s'attendent à une amélioration des conditions économiques nationales et personnelles en 2014. À cet égard, les Maliens du Nord sont indiscernables de la plupart des autres maliens. Mais les personnes déplacées sont les plus optimistes, avec 95% d'entre elles s'attendant à une amélioration économique immédiate.

4. Les déterminants du regain d'espoir

En l'espace d'une année, entre décembre 2012 et décembre 2013, l'état d'esprit de la population est passé d'un pessimisme profond (75% de "mauvaise direction") à un optimisme fort (67% de "bonne direction"). Il a été établi que l'explosion d'espoir populaire actuel est liée à l'attitude positive de la population envers la sécurité, la démocratie et l'économie. L'analyse révèle également un ordre de priorité. Ce classement se fonde sur les effets marginaux de chaque facteur sur la probabilité qu'un individu considère le pays comme se dirigeant dans la "bonne direction" (Tableau 6, dernière colonne). Selon cette approche, les personnes qui envisagent la conjoncture économique actuelle de façon positive sont 28 % plus susceptibles de le faire. En d'autres termes, les maliens placent la conjoncture économique – en particulier la sécurité alimentaire – au tout premier plan lorsqu'ils évaluent la direction prise par le pays.

En résumé, le principal moteur de l'état d'esprit des Maliens semble être l'attitude populaire vis-à-vis de la conjoncture économique. La conséquence évidente – sans pour autant négliger la reconstruction d'un État fragile ni la consolidation d'une démocratie précaire – est que le nouveau gouvernement doit concentrer son attention sur des choix de politiques efficaces pour le développement économique. Un bon point de départ serait d'adresser les domaines politiques – en particulier la sécurité alimentaire, mais aussi la création d'emplois et la réduction de la pauvreté – que les citoyens ont identifiés comme les problèmes économiques majeurs du pays.